

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!



EDITION FRANÇAISE

LA QUATRIEME INTERNATIONALE

III ANNEE

Lundi 13 Mai 1976

No 30

PRIX 3F

Organe du Comité Exécutif de la IV^{ème} INTERNATIONALE

PREMIER CONGRES DE L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

A BARCELONE !

Chaque fois, il devient plus évident qu'après ces attaques continuelles contre les masses ouvrières : l'insupportable augmentation du chômage et du coût de la vie, la répression accentuée, les militaires..., il y a un véritable complot international de la réaction, mené non seulement dans le but de briser les avances des mobilisations ouvrières, mais aussi dans le but de menacer l'existence même de la classe ouvrière.

Cela devient chaque jour plus clair : qui organise, soutient et participe à ce complot international ? La collaboration contre-révolutionnaire de l'impérialisme bourgeois et de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, sous le déguisement de "la coexistence pacifique" qui jour après jour montre ses griffes, et frappant, tantôt ici, tantôt là les masses ouvrières et leurs mouvements.

Voici leurs chefs : Ford, Brejnev, Giscard, Mao, Schmidt... Leurs négociations et accords, y compris leurs divergences tournent autour d'une seule question : comment réagir et contre-attaquer face à la mobilisation ouvrière croissante avant qu'elle ne se transforme en une véritable révolution prolétarienne ? Voici quelques exemples sinistres de leur "coexistence pacifique" : appui total à la monarchie franquiste lancée une fois de plus dans la répression policière; préparation accélérée d'un retour du fascisme au Portugal; de continuelles provocations du gouvernement Giscard contre les travailleurs et les étudiants, les paysans français; de nouveaux procès politiques, les camps d'internement contre l'opposition en Union Soviétique et les pays de l'Europe de l'Est; des

coups d'Etat, des guerres d'extermination, des "escadrons de la mort" en Amérique, en Asie, en Afrique.

Ces chefs avancent leurs pions : les pions de la contre-révolution sont surtout ceux qui prêchent la collaboration avec les oppresseurs et ceux qui laissent le prolétariat désarmé dans cette époque de batailles sans merci. Ce sont en premier lieu les dirigeants des partis dits "communistes" et dits "socialistes" ce sont les mêmes qui, en Espagne continuent à lancer des appels à la grève afin de négocier un "changement pacifique" avec les ministres de Juan Carlos, avec les assassins de Vittoria! Ne sont-ils pas les mêmes ceux qui attendent, au Portugal, les bras croisés, le retour de Spínola, et sourds aux appels des ouvriers qui se battent contre les fascistes qui relèvent la tête? Partout, il y a la même trahison. Cela ne devient-il pas de plus en plus clair? Oui, c'est exact. Le problème qui agite les rangs ouvriers des secteurs les plus dynamiques est qu'il faut faire face à la trahison et la passivité des dirigeants actuels. Comment trouver une issue à toutes ces luttes qui, en fait, font front à ce vaste complot international de la réaction et, enfin comment s'organiser et s'armer pour aller plus loin, pour vaincre?

La classe ouvrière a toujours une arme: son parti révolutionnaire. Dans le cours de cette lutte pour renforcer cette arme, la IV^{ème} INTERNATIONALE dirigea la fondation, à Berlin, en Décembre 75 de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Aujourd'hui, la IV^{ème} INTERNATIONALE s'adresse particulièrement aux jeunes ouvriers de tous les pays. Puisque l'IRJ n'est pas encore l'arme dont a besoin la jeunesse révolutionnaire, le cadre de l'organisation et de la mobilisation dans lequel son action de masse, nourrie par l'enthousiasme et les initiatives des jeunes combattants, celle-ci doit se transformer en une école de la nouvelle génération de bolchéviques qui se mettra à la tête de la révolution qui se prépare. Le 1er Congrès de l'I.R.J. se réunira, dans quelques semaines à Barcelone. Sa tâche sera de convertir l'I.R.J. en une force combattante autonome dans lequel la jeunesse participera pleinement à la construction de l'Internationale et de ses partis.

De ce pas décisif de la jeune génération ouvrière dépend l'évolution de toute la lutte des classes à l'échelle internationale comme dans chaque pays. Comme le dit l'emblème de l'I.R.J., la jeunesse surexploitée par les bourgeois, opprimée par les gouvernements, méprisée par les bureaucrates, cette jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne. Que cette flamme s'allume aujourd'hui en Espagne, à Barcelone! C'est là que les ouvriers s'efforcent, contre la monarchie franquiste, d'ouvrir la brèche dans l'ordre impérialiste par laquelle le prolétariat de l'Europe toute entière se lancera, suivi du monde entier, à la conquête de son pouvoir!

A BARCELONE ! POUR LE PREMIER CONGRES DE L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

DICTATURE DU PROLETARIAT CONTRE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ET DE LA BUREAUCRATIE

par MICHEL VARGA

Le renoncement ouvert à la dictature du prolétariat par les plus grands P.C. des pays capitalistes (Cunhal, puis Marchais et Carillo) a une signification très importante que tous les bourgeois et bureaucrates, mais en particulier les centristes et opportunistes essaient de cacher à tout prix. Nous sommes donc en désaccord avec des commentateurs qui, à la manière des pseudo-trotskyistes de "Lutte Ouvrière" de France, s'arrêtent à la simple constatation que ce renoncement est la consécration d'une politique suivie et appliquée depuis fort longtemps. C'est vrai, mais pas assez. Même si l'on ajoute comme le font les organisations du Secrétariat Unifié pabliste, que le renoncement accuse encore plus le caractère opportuniste de collaboration de classe des partis staliniens. En enregistrant le fait sans l'expliquer, ces constatations frappent par leur banalité. Nous, la IVème INTERNATIONALE, soulignons d'abord que c'est face à l'imminence de la révolution européenne que par ce renoncement, les partis staliniens, et justement le PC portugais, français et espagnol, s'appêtent encore plus ouvertement à dévier et à saboter la mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Il est significatif que dans ce contexte, précisément, les opportunistes du type Lambert et Just n'ont que très peu, sinon rien à dire concernant cette campagne importante des PC.

Or, il est nécessaire de démasquer l'implication principale de ce renoncement. Non pas pour "découvrir" la trahison bien vieille des staliniens, mais beaucoup plus pour nous armer et armer les travailleurs face à cette attaque contre-révolutionnaire. Ce n'est pas par hasard que lors de la préparation du dernier congrès du PC français, beaucoup d'ouvriers ont protesté avec un sûr instinct de classe face à la campagne de ce parti menée contre la dictature du prolétariat. A tel point que même "l'Humanité" a dû rapporter la protestation publique des ouvriers de chez Renault-Flins. Nous parlons à ces ouvriers, à tous les travailleurs qui sont restés et veulent rester fidèles à la dictature du prolétariat. L'approfondissement de cette question correspond ainsi à leur instinct de classe et y apportant une explication. Ce problème est donc vital pour la IVème INTERNATIONALE. Car, il est celui de l'actuelle mobilisation prolétarienne et de ses perspectives immédiates. Il est donc l'un des points centraux de la discussion que la IVème INTERNATIONALE ouvre avec les travailleurs qui, avec beaucoup d'hésitations suivent encore les partis ennemis de la dictature du prolétariat.

Pourquoi alors tous les centristes et opportunistes qui se réclament pourtant de la IVème INTERNATIONALE restent si discrets sur ce point? La réponse est fort simple. Parce que la dictature du prolétariat les gêne aussi désagréablement que leurs maîtres staliniens. Ils ont une peur de tous les diables d'y toucher, sans parler d'un examen appro-

fondi. Leurs publications nombreuses évitent la mention même de la dictature du prolétariat avec un art consommé dont ils ont le secret. Et lorsque les staliniens engagent leur attaque de fond contre la dictature du prolétariat, ces opportunistes se taisent.

VASTE COMLOT POUR DISSIMULER ET PROTEGER L'ETAT BOURGEOIS

de manière générale, le problème du régime des travailleurs ne peut être appréhendé et compris uniquement qu'en opposition avec celui de la bourgeoisie. La question de la dictature du prolétariat est ainsi organiquement liée à celle de l'Etat bourgeois. Sa nature et son contenu sont imposés par ceux de la lutte entre les classes, et ne peuvent pas être envisagés en eux-mêmes, comme les staliniens essaient de les présenter. Lorsque ces partis renoncent ouvertement à la dictature du prolétariat, en réalité, ils veulent cacher la nature de l'Etat bourgeois.

C'est un signe de la situation d'aujourd'hui qu'il faut développer toute une campagne énergique pour la réaffirmation et pour la défense active de la théorie marxiste concernant l'Etat bourgeois et sa nature. D'un côté, c'est dans l'ordre des choses que les staliniens mènent toute une attaque généralisée contre cette théorie. Par cette manière négative, ils confirment, eux aussi, que la situation est pré-révolutionnaire. Face à leur campagne fracassante, et en présence de la capitulation éhontée de toute la collection centriste, il est naturel aussi que seule la IVème INTERNATIONALE se dresse pour la défense de la théorie et de la pratique marxiste sur l'état. Il s'agit de la plus importante question de l'heure qui nous oblige à réaffirmer les notions marxistes, y compris les plus élémen-

taires.

Au cours de son histoire, chaque fois que la classe ouvrière s'est mise en mouvement révolutionnaire, elle s'est vue confrontée avec la question du pouvoir. Le développement du marxisme fut ainsi en grande partie liée à la clarification successive de la nature de l'Etat bourgeois et de la pratique prolétarienne face à cet Etat. Déjà, dans le Manifeste, Marx et Engels se prononcent pour la nécessité de briser cet Etat et, partant, de son remplacement par la dictature du prolétariat. Sur la base de l'expérience de la Commune de Paris, Marx précise la forme de cette dictature. Cependant, contre les opportunistes de la IV^{ème} INTERNATIONALE, il fallait que Lénine reprenne et développe l'examen marxiste sur la nature de l'Etat bourgeois et les tâches du prolétariat. Il importe de souligner que "l'Etat et la révolution" fut écrit dans le feu de la révolution de 1917, à la veille de l'insurrection d'Octobre.

Cette leçon d'histoire se vérifie aujourd'hui. Car encore une fois, c'est au seuil de la révolution européenne que ressurgit l'attaque véhémement contre la théorie et la politiques marxistes concernant l'Etat. Son but est d'obscurcir la conscience du prolétariat, de désorganiser ses rangs, de briser son élan vers le pouvoir. C'est la signification de l'attaque contre la dictature du prolétariat. Il ne s'agit pas d'un "simple renoncement", mais d'une attaque délibérée! Tous les travailleurs doivent en prendre conscience. Il est compréhensible que les centristes et opportunistes se gardent bien de relever cette attaque. Car la clarification de ce point capital par le prolétariat est la condition principale de la victoire de la révolution. En Europe entière, dans le monde, mais plus particulièrement et *et urgemment au Portugal, en Espagne et en France.*

Les staliniens français "expliquent" que la notion de la dictature est "mal accueillie". Peut-on imaginer une impertinence plus grande pour motiver leur attaque contre la dictature du prolétariat? Les ouvriers avancés songeront certainement que cette "notion" (!) fut élaborée à travers une lutte théorique et pratique plus que séculaire par Marx, Engels, Trotsky, par plusieurs générations de combattants révolutionnaires. Et voici que les dénommés Cunhal, Marchais, Carrillo "l'effacent" d'un trait de plume. Par cette frivolité cynique, les partis staliniens veulent détourner l'attention des travailleurs de l'Etat bourgeois et de sa nature. Ils essaient de diriger cette attention vers une perspective sans dictature prolétarienne - dont ils parlent abondamment - afin de cacher la réalité présente de la dictature bourgeoise. C'est le fond du problème. Car ce qui est réellement significatif dans l'attaque contre la dictature du prolétariat, c'est le silence complet et total des staliniens - et des centristes - sur la dictature bien réelle de la bourgeoisie. Leurs efforts conjugués

tendent à couvrir d'un épais brouillard l'essence de tous les Etats bourgeois qu'est la dictature du capital. Parce que s'ils devaient reconnaître que même l'Etat bourgeois le plus "démocratique" est une dictature bourgeoise, il leur serait bien difficile d'éviter la question: comment briser cette dictature sans lui opposer celle du prolétariat? Toute autre question ou "discussion" sur la dictature du prolétariat est une escroquerie.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST UN PROCESSUS DE COMBAT.

Contre les opportunistes de la II^{ème} Internationale, Lénine a insisté sur la ligne de démarcation bien précise et décisive entre les révolutionnaires et les opportunistes. Il a affirmé que seuls sont marxistes et révolutionnaires ceux qui dépassent la reconnaissance de la lutte des classes par celle de sa conséquence organique: la dictature du prolétariat. Cette délimitation fondamentale conserve toute sa valeur. De plus, aujourd'hui nous devons mettre en avant justement cette liaison organique entre la lutte des classes et la dictature du prolétariat. D'abord, parce que c'est par là qu'il devient particulièrement clair comment les staliniens essaient de briser la lutte du prolétariat au lieu de briser l'Etat bourgeois. Ensuite, parce que même la reconnaissance de la dictature du prolétariat reste formelle et sans valeur, donc mensongère sans la reconnaissance théorique et pratique du processus qui y conduit. Or, c'est exactement la politique criminelle de tous les centristes et opportunistes qui osent se référer à la IV^{ème} INTERNATIONALE.

En effet, la dictature du prolétariat n'est pas un régime gouvernemental que l'on pourrait établir après la conquête (par quels moyens?) du pouvoir. Elle prend son origine, jusque et y compris ses formes, dans le combat que les travailleurs doivent obligatoirement développer pour faire aboutir leurs revendications contre cette concentration de la résistance et des attaques de toute la bourgeoisie qu'est l'Etat bourgeois. C'est dans cette lutte révolutionnaire que naissent les comités et conseils, organes indépendants de la classe, en tant que les germes du pouvoir ouvrier. La nécessité de leur centralisation ainsi que leur prise de pouvoir par la force sont imposées par tout le processus de combat mené contre la bourgeoisie et son Etat (armée, police, justice, bureaucratie, tout l'appareil d'Etat). C'est le processus d'émergence de la dictature du prolétariat où la naissance et le renforcement de celle-ci (de ses organes) - à travers des étapes successives telles que la dualité du pouvoir - précèdent la prise de pouvoir.

On comprend fort bien et de mieux en mieux la fourberie stalinienne. Les PC attaquent la dictature du prolétariat, défendant ainsi la dictature de la bourgeoisie, en attaquant surtout toute la mobilisation conséquente et indépendante des travailleurs qui aboutit obligatoirement à la création de ces orga-

nes. Evidemment, ce n'est pas nouveau. Mais au moment où dans toutes les mobilisations révolutionnaires, du Chili au Portugal, les travailleurs établissent effectivement des comités, la prise de position publique des staliniens contre la dictature du prolétariat signifie une "nouveau". Elle consiste à briser toute velléité éventuelle de nombreux membres de ce parti - déchirés parfois entre ces organes et les tractations bourgeoises parlementaires - et à tourner l'ensemble de ces partis vers le front populaire parlementaire. Effectivement, c'est la codification théorique, d'une pratique déjà ancienne. Mais, elle constitue une tentative supplémentaire, et de taille, pour prévenir les déchirements du parti stalinien en l'orientant encore plus ouvertement vers la défense sans réticence de l'Etat bourgeois.

PITRERIES CENTRISTES ET OPPORTUNISTES

Du côté des centristes et des opportunistes, on rencontre une certaine variété. Plus exactement, on y voit une diversité dans l'uniformité opportuniste. Il se ressemblent en ce que la dictature du prolétariat ne les intéresse nullement. Pour être plus précis, ils la mentionnent parfois, très rarement, comme une couronne qu'ils accrochent à la fin de certaines de leurs élucubrations orales et écrites en tant qu'un ornement dont le rôle est de prouver qu'ils sont trotskystes. Ils emploient ce décor exactement comme les réformistes le font avec celui du socialisme: aux jours de fête. Le trait le plus caractéristique de cette attitude est que la dictature du prolétariat n'y a aucune signification pratique et encore moins immédiate. Mais là, nous restons encore à un stade descriptif, à savoir à la constatation de ce que tout le monde voit clairement chez les opportunistes à la Krivine, Mandel ou Hansen, ou encore à la Lambert et Just. Or cette peur manifeste d'aborder la dictature du prolétariat, comme pratique, surtout en présence de l'attaque stalinienne, traduit une politique plus profonde, - si j'ose dire -

Le spectre de la multitude opportuniste montre des nuances qui s'étalent depuis les "combattants" pour l'autogestion jusqu'à ceux du "gouvernement PC-PS". Mais cet éventail des nuances n'est que la décomposition de la même rose centriste colorée aussi par la même attitude vis-à-vis de l'Etat. Ce qui rend possible pour nombre d'entre eux de "lutter" en même temps et pour l'autogestion et pour le gouvernement PC-PS, - comme le font tous les pablistes qui se respectent. A cet égard, Pablo et Krivine sont plus conséquents que Lambert et Just, car si l'on peut revendiquer le gouvernement PC-PS sans aborder en pratique la question de l'Etat, donc celle de la dictature du prolétariat, l'autogestion se situe effectivement plus "à gauche". Cependant, le malheur commun de ces "revendications" consiste précisément en ce qu'elles ne touchent ni de près ni de loin la nature de l'Etat. Elles évitent très soigneusement

de parler (même de parler !) de la nécessité de briser cet Etat. Là se trouve la trahison. L'autogestion reste particulièrement "neutre" à ce sujet, sa seule signification étant ainsi la politique de l'association capital-travail prônée par les "curés de gauche" à la Piaget en France.

Bien entendu, Lambert et Just s'élèvent contre l'autogestion "cléricale", comme des "communistes qu'ils sont", c'est à dire dans la pire tradition franc-maçonnique de la petite-bourgeoisie française. Ce qu'ils opposent à l'autogestion ce n'est pas la dictature du prolétariat, mais le gouvernement PC-PS, si leur critique revêt ainsi la forme d'une abstraction générale truffée d'indignations moralisantes. Or, l'essence de l'orientation gouvernement PC-PS est d'éviter de poser le problème central de l'Etat. Ce dernier disparaît jusque dans sa mention même, comme chez les autogestionnaires. Conséquemment et comme par hasard, Lambert/Just et leur OCI ne disent strictement rien sur le processus et les moyens de briser l'Etat bourgeois. Ce silence leur permet de semer l'illusion -sans qu'ils soient obligés de le dire ouvertement !- qu'un gouvernement PC-PS assumerait cette tâche. Particulièrement révélateur est leur mutisme total quant à savoir comment s'accomplit le miracle de "transformer" (!) la situation d'un tel gouvernement en dictature prolétarienne. A cette question, même les borborygmes "théoriques" de Lambert font cruellement défaut. Et puisqu'ils ne parlent pas de l'Etat bourgeois, ils ne sont pas obligés de parler, non plus, de la dictature du prolétariat, et vice-versa. Même sur le plan théorique, ils évitent de parler de ces "choses", et surtout, de démasquer les stalinien. Cette lutte incombe tout naturellement à nous autres, "agents du KGB" selon leur campagne de calomnies.

En réalité, cependant, Lambert/Just et leur OCI sclérosés vont plus loin. Il y a des cas où ils parlent de l'Etat bourgeois, expressément par rapport au Portugal, ou indirectement en relation avec l'Espagne. Puisque dans ces deux pays le processus révolutionnaire est plus avancé qu'en France, le degré de leur dégénérescence opportuniste y prend aussi des proportions plus grandes. Notamment par rapport au problème lié à la dictature du prolétariat et de l'Etat bourgeois. Car, en effet, la meilleure façon, la plus conséquente et la logique d'escamoter la dictature du prolétariat est d'affirmer catégoriquement l'inexistence de l'Etat bourgeois. C'est à cette prouesse que sont arrivés Lambert et Just au Portugal, dépassant ainsi leurs maîtres stalinien.

Déjà, le 6 Mai 1974, leurs garçons de course qu'ils appellent "comité de liaison des militants révolutionnaires portugais" (dont on cherchait vainement la trace au Portugal) écrivaient dans "Informations Ouvrières" : "...les masses entreprennent le démantèlement de tous les organes de l'Etat bourgeois : administration, police, armée, justice, etc... Passons sur ce magnifique "etc", et relevons plutôt l'expression condensée

de ce spontanéisme où "les masses", telles quelles; sans organisation, sans force armée, sans insurrection, mais tout gentiment "entreprennent le démantèlement..."

Mais ce que ces garçons suggèrent ici par rapport à un mouvement en cours, devient un processus accompli sous la plume de leurs "chefs historiques". Plus d'un an plus tard, le même journal (N°713) déclare : "en détruisant les institutions corporatistes..., les masses travailleuses ont démantelé l'appareil d'Etat bourgeois...". Aussi simple que cela. Il fallait y penser... Seulement voilà, même les opportunistes doivent compter avec la réalité. Et puisque l'Etat bourgeois portugais ne voulait pas savoir qu'il était déjà "démantelé", les opportunistes devaient écrire dans le même article que "les organes de l'Etat bourgeois se décomposent encore plus". Encore plus... C'est ainsi que Lambert "intègre" la réalité dans sa conception. C'est ce cafouillage qui est présenté aux fidèles, à n'en pas douter, comme modèle pour saisir "dialectiquement" le mouvement "réel". Mais trêve de plaisanterie. Les opportunistes sèment délibérément la confusion parmi les travailleurs, et c'est criminel, même si fort heureusement personne n'écoute de pareilles balivernes. Mais imaginons un instant qu'un ouvrier normalement constitué essaie de lire ces échafaudages "théoriques" de Lambert. Que peut-il conclure par rapport aux tâches pour briser l'Etat bourgeois, si celui-ci étant déjà "démantelé", continue à "se décomposer", et "encore plus" par-dessus le marché ? Ses yeux glissent sur le titre de cet article : "comment comprendre les événements du Portugal", et au premier abord, il commence à crier au fou. Ensuite, il réfléchit que s'il n'y a donc rien à faire contre l'Etat -car démantelé, il se décompose "encore plus"- c'est que le gouvernement PC-PS proposé par les auteurs équivaut à l'Etat ouvrier. Et c'est exactement ce que suggèrent les renégats Lambert/Just. Nous avons affirmé plus haut que ces opportunistes ne disent rien sur les moyens de "transformer" leur gouvernement PC-PS en dictature prolétarienne.

C'est vrai en France. Il est vrai aussi au Portugal, mais voici qu'ils y vont déjà plus loin. Leur mutisme cède la place à une suggestion. Le tour de force est réalisé : il fallait "démanteler" l'Etat. En généralisant cette trouvaille théorique et pratique, telle est la vraie stratégie de Lambert et consorts. Elle est toute nue, toute crue. Et ils affirment que, effectivement, leur stratégie est valable pour tout le temps et pour tous les pays : au Portugal les masses "...démantèlent l'appareil d'Etat bourgeois dans ses organes : police, justice armée, administration. La révolution prolétarienne, dans l'histoire de tous les pays a toujours suivi ce chemin, elle commence toujours ainsi."

Evidemment, ça et là ces menteurs se cognent durement à la réalité. C'est ainsi que toujours dans le même article on peut lire des affirmations délirantes

comme celle-ci : après le 25 Avril 1974 les masses ont "... contraint Spinoza et la Junta à se hisser au sommet d'un Etat bourgeois démantelé où tous les organes de l'Etat sont démantelés, y compris l'armée". Est-il vraiment nécessaire de poser la question : quel "sommet" peut avoir un Etat démantelé? -si, de plus, il n'a plus d'organes? A moins de ne pas y penser en termes spectrales. Et si "y compris l'armée" est démantelée, que représentent donc Spinoza et la Junta qui réussissent pourtant "à se hisser" -probablement par enchantement- au sommet (!) d'un Etat "démantelé"? Cela ressemble déjà à la folie, alors que c'est tout simplement le fruit naturel d'un acharnement pour affirmer coûte que coûte l'opportuniste. Mais ce n'est pas terminé. Que dire du MFA par exemple? Lambert/Just ne se gênent pas : il est un "...segment décomposé de l'Etat bourgeois démantelé", écrivent-ils dans le N°714 de "Informations Ouvrières". Ce qui ne les empêche pas de déclarer que ce même "segment décomposé", "...à l'image de la bourgeoisie décomposée politiquement dont il est l'expression, engage le pays dans le chaos politique et économique". N'y a-t-il vraiment que des débiles mentaux dans l'OCI pour avaler qu'un "segment décomposé" (le MFA) est en même temps "l'expression" (donc bien réel) d'une bourgeoisie "décomposée"? Or, il y a mieux encore. C'est cette "expression" d'une bourgeoisie "décomposée" (qui elle-même n'est qu'un "segment décomposé") qui, voici pourtant, "engage le pays dans le chaos". Pour une "expression" doublement décomposée, c'est vraiment méchant...

Lambert/Just démontrent ainsi qu'ils sont ce qu'il y a de pire parmi les opportunistes. Car, si les héroïques communistes avaient commis la faute d'avoir "le saint respect... devant les portes de la Banque de France", les renégats de l'OCI couvrent délibérément, et même en parole, l'Etat bourgeois entier. Au Portugal, ils déclarent que cet Etat n'existe plus. Par malheur, ils ne peuvent pas affirmer qu'il était déjà brisé, mais ce fait ne les gêne que passagèrement. Ils surmontent cette difficulté par le mot magique de "démantèlement", ce qu'ils prennent certainement pour un enrichissement du vocabulaire marxiste. Le seul emploi quasi-rituel de cette expression vague et imprécise les démasque suffisamment.

Dans leur tentative pitoyable de dissimuler l'Etat bourgeois, ces renégats doivent préciser encore plus leur politique en Espagne également. Là encore, ils sont obligés de formuler le contenu de leur "gouvernement PC-PS", mais différemment qu'au Portugal, car l'Etat n'y est vraiment pas "démantelé". Ils se lancent donc pour la République, telle quelle. Pour cette démocratie bourgeoise, ils sont les auxiliaires les plus dévoués et les plus actifs des stalinien. Lambert est aussi soucieux que Carrillo de ne rien dire de l'Etat bourgeois, et si l'un attaque la dictature du

proletariat, l'autre le couvre par tous les moyens. Leur accord tacite est remarquable.

QUEL REGIME POUR LES PAYS DES CONQUETES SOCIALISTES ?

L'attaque de Marchais, Carrillo et Cie contre la dictature du prolétariat a provoqué la consternation, puis la contre-attaque du Kremlin et de tous ses partis sans exception des pays de l'Europe de l'Est. Remarquons que, aussitôt, les opportunistes et centristes de la tendance de Krivine et de celle de Lambert ont croisé le fer quant à la signification de ce phénomène. Lorsque les pablistes y voyaient le signe d'une rupture, Lambert/Just se sont écriés triomphalement : voyez, comment les pablistes nient la nature stalinienne des PC, leur dépendance du Kremlin. Les uns et les autres se ressemblent pourtant en ce que : premièrement, à peine effleurent-ils ce problème, ils le laissent tomber rapidement; deuxièmement, quand ils en rendent compte de cette manière fugitive, ils examinent les divergences des PC en elles-mêmes. C'est à partir de là, seulement, que leur optique est différent. Derrière les divergences réelles de l'appareil stalinien Krivine préfère ne pas voir son unité. Ce qui lui confère cette mine "réaliste" que le pablisme nouvelle version affectionne, tout en confirmant sa ligne ancienne. Alors que Lambert brandit le "principe" de cette unité comme le symbole de sa foi "trotskyste", à la manière d'un moine chassant le diable avec son crucifix. Il en a tellement besoin que de la crise de l'appareil il ne lui reste que le mot vide de sens. Le mécanisme de Krivine et celui de Lambert forment une complémentarité dont le rôle est de couvrir le stalinisme.

En attaquant la dictature du prolétariat, l'appareil stalinien s'abrite derrière cette pseudo-divergence de ces pseudo-trotskyistes. Non seulement parce que ceux-ci se gardent bien de défendre la dictature et de démasquer la protection stalinienne ouverte de l'Etat bourgeois. Ici, ils sont dans le même bain. Mais aussi en raison de leur tentative de camoufler l'entreprise globale des staliens. Ils s'évertuent "d'apprécier" savamment les divergences de l'appareil ou son unité à partir des impressions qu'ils confondent avec la réalité (Krivine), ou en partant d'une vérité abstraite qu'ils prennent pour de la théorie (Lambert). Ce jeu leur permet de dissimuler l'opération stalinienne. Mieux encore : d'y participer comme des composants indispensables.

Car toute l'attaque contre la dictature du prolétariat menée par Marchais, Carrillo et d'autres, de même que la contre-attaque du Kremlin et de ses partis de l'Est partent du même mensonge bien précis : comme si le régime en URSS et dans les autres pays de l'Est était une dictature du prolétariat. C'est là où réside l'unité fondamentale de l'ensemble de l'appareil stalinien, conforme à sa nature unanimement contre-révolu-

tionnaire. Ses divergences surgissent de cette unité de fond. En présence de cette vérité politique et concrète, la "vérité" de Lambert, qui divague abstraitement sur la dépendance des PC du Kremlin, a la seule signification de couvrir cette escroquerie. Quant à "l'estimation" de Krivine, n'en parlons pas. L'unité remarquable tout l'appareil stalinien international pour présenter la dictature abjecte de la caste bureaucratique en tant que la dictature du prolétariat, constitue l'attaque principale de grande envergure contre celle-ci. Les staliens français, espagnols, italiens et portugais utilisent la réalité répugnante de la dictature de la bureaucratie contre le prolétariat, définitivement compromise devant le prolétariat mondial, afin de salir la dictature du prolétariat. Ils en font une opposition de principe entre toute dictature et toute démocratie. Cela leur sert à la fois à camoufler la dictature "démocratique" de la bourgeoisie, et à calomnier la démocratie prolétarienne de la dictature du prolétariat. Ainsi, ils offrent au Kremlin et à sa bureaucratie la possibilité de défendre leur propre dictature anti-ouvrière comme si elle était la dictature du prolétariat. Cette politique d'ensemble, malgré les divergences réelles dans lesquelles elle s'exprime, agit comme une formidable pression pour priver la mobilisation des travailleurs de son objectif qui est partout, à l'Ouest comme à l'Est, la dictature du prolétariat. Car la nature de l'attaque est de dissimuler non seulement l'Etat bourgeois mais aussi la dictature de la bureaucratie.

Dans les pays des conquêtes socialistes, la mobilisation des travailleurs ne peut avoir comme objectif, là aussi, que la dictature du prolétariat, pour briser et détruire de fond en comble tout l'appareil d'Etat de la bureaucratie, et cette caste elle-même. Tous les grands mouvements des travailleurs attestent cette vérité, dernièrement celui des ouvriers de Pologne. C'est précisément cet objectif commun de la classe ouvrière de ces pays et des travailleurs des pays capitalistes qui unifie la révolution sociale et politique en une puissante révolution européenne. L'attaque concertée mais diversifiée de l'appareil stalinien contre la dictature du prolétariat vise, en fait, à empêcher la révolution européenne en s'acharnant contre son objectif commun et unitaire, seul capable de réaliser les Etats-Unis Socialistes de l'Europe.

Or, les centristes et opportunistes participent pleinement, mais à leur manière pseudo-trotskyiste, à cette entreprise stalinienne. Bien entendu, pour l'URSS et les autres pays de l'Est, ils ne peuvent pas avancer crûment leur mot d'ordre de "gouvernement PC-PS", ni celui de l'autogestion. Quoique, les autogestionnaires trouvent toujours des prétextes pour soutenir la bureaucratie de Tito, tandis que les chevaliers d'un gouvernement PC-PS servent n'importe quel bureaucrate et petit-bourgeois "critique" de ces pays.

Ce qui unifie toutes les tendances opportunistes et centristes, qu'elles se réclament « no » de la IVème Internationale, c'est leur hostilité foncière (mais bien entendu, très variée) à la Révolution hongroise des Conseils de 1956. En cette année de 20ème anniversaire de cette révolution, il est nécessaire d'insister sur cette délimitation qui doit dépasser bien évidemment des références larmoyantes rituelles à la Lambert pour être pratique et actuelle. L'un des groupes bariolés centristes opportunistes réunit les tendances apparemment aussi diverses que celles de Roger Garaudy, du groupe italien "Il Manifesto" et son parti, etc..., passant ensuite par l'intermédiaire des gens comme Michel Pablo et Victor Leduc en France et leurs organisations, jusqu'aux pablistes à la Krivine-Mandel et à la Hansen également. Leur opposition à la révolution hongroise est viscérale et pour ainsi dire historique. L'autre groupe se situe autour du pôle de l'OCI de Lambert/Just est plus rusé. En parole, il rend "hommage" à la révolution hongroise. En pratique, il calomnie et agresse ses militants, et tous les groupes et organisations trotskystes issus, justement, des révolutions et des mouvements révolutionnaires de ces pays de l'Est, et qui seuls œuvrent pour la continuité de cette révolution, étant les combattants de la IVème INTERNATIONALE. Ce deuxième regroupement opportuniste de contours imprécis englobe des bureaucrates oppositionnels comme Pelikan, des personnes plus que douteuses telle que la dite "Juliette" (Mme Diener), et tous les "trotskyistes naturels" que l'impressionnisme Lambert découvre dans ces pays.

A tous ces centristes et opportunistes qui, par des canaux très divers, sont enchaînés à la bureaucratie, la IVème INTERNATIONALE oppose la révolution hongroise des Conseils. Cette opposition, comme d'autre part l'hostilité de ces gens, n'est pas seulement historique. Elle correspond à une orientation politique actuelle. Le premier groupe a déjà suffisamment manifesté sa politique : en 1956, il était pour Gomulka, en 1968 pour Dubcek. Aujourd'hui, il guette le prochain sauveur, il ne formule donc aucune orientation précise. Le second exige plus d'attention car, cache derrière la position correcte de l'OCI maintenue jusqu'en 1972, il peut encore abuser des militants. Mais la véritable orientation politique de Lambert/Just pour les pays de l'Est est aussi étrangère à la dictature du prolétariat que celle qu'ils ont pour les pays capitalistes. Là aussi, de l'éventualité possible d'un gouvernement des bureaucrates oppositionnels, ils font, quasi-imperceptiblement, une orientation stratégique pour la classe ouvrière. C'est leur tour de passe-passe pour ces pays également. Le résultat : en théorie, ils sont "pour" les conseils; en pratique, ils œuvrent pour un gouvernement intermédiaire des bureaucrates oppositionnels; comme en théorie, ils sont pour des partis marxistes, mais en pratique, ils qualifient de "marxistes"

n'importe quel oppositionnel.

Cette orientation centriste-opportuniste est plus claire par rapport à l'Allemagne. Une partie de ces énergumènes accepte sans broncher la coupure contre-révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Krivine et ses amis de droite, comme Garaudy et Leduc, ou de "gauche" comme Hansen, ainsi que des marginaux nationalistes, et même allemands (!) tel "Spartakus Bund", renoncent ouvertement à l'unification révolutionnaire de l'Allemagne. Mieux encore : la base de leur politique est justement la division contre-révolutionnaire de l'Allemagne. Par conséquent, ils ne peuvent avoir aucune orientation révolutionnaire ni pour "l'une", ni pour "l'autre" Allemagne. Encore moins peuvent-ils avoir celle de la dictature du prolétariat. Quant à Lambert/Just, ils ont décidé de négliger complètement l'Allemagne, comme en témoigne leur hebdomadaire, la "Tribune (dite) libre de la lutte des classes". La raison en est qu'il est de plus en plus difficile de maintenir pour un "trotskyste" l'objectif politique qui est le leur, un gouvernement homogène social-démocrate pour toute l'Allemagne.

Quant au fond, ces renégats s'orientent dans les pays de l'Est aussi vers un gouvernement PC-PS, mais "amélioré", à savoir "épuré" des éléments les plus compromis. C'est pour cette raison qu'ils ne disent rien lorsque l'ensemble de la racaille stalinienne présente le régime contre-révolutionnaire des pays de l'Est comme s'il était la dictature du prolétariat. Car, s'ils devaient démasquer cette tentative, ils seraient bien obligés de définir les tâches du combat pour la dictature du prolétariat.

POUR UN COMBAT DE DELIMITATION THEORIQUE ET PRATIQUE

Cependant, les divergences au sein de l'appareil stalinien international sont bien réelles, elles sont profondes. La maturation de la révolution européenne a atteint un degré où la collaboration de classe de ses divers secteurs prend nécessairement des aspects forts différents. Dans le processus de polarisation des forces des classes, les différents PC sont soumis à des exigences accrues de sauver la bourgeoisie qui les pressent directement, et non seulement par l'intermédiaire du Kremlin. Si leur soumission au Kremlin reste une réalité, il est non moins vrai que le processus de l'éclatement de l'appareil stalinien international est depuis longtemps engagé, il va en s'approfondissant, et les formes de cette soumission elles-mêmes se modifient. Nier l'approfondissement de cette crise, comme le font Lambert/Just, c'est de doter l'appareil -précisément à notre époque- d'une unité statique et inébranlable, pour le plus grand bien de leur politique de "gouvernement PC-PS". Car, si dans l'imminence de la révolution (encore faut-il s'entendre là-dessus) ils s'activent pour un tel gouvernement, c'est qu'ils veulent faire croire que le processus révolutionnaire renforce l'unité de l'appareil, au lieu de l'é-

clater. Donc, devant les faits, telle une autruche, ils mettent leur tête dans le sable. Hélas, ils continuent encore à répandre leur poison mortel parmi les travailleurs et les jeunes. Mais ceux qui cherchent l'alternative révolutionnaire contre la politique stalinienne et réformiste peuvent mesurer que la politique de ces renégats est un soutien aux staliens. Elle se présente sous un camouflage "

Mais, si le processus de l'éclatement de l'appareil stalinien international est engagé, il n'est pas encore arrivé à son terme. Les centristes et opportunistes sont incapables de saisir cette contradiction réelle. De même que celle qui existait (et existe encore) entre la réalité de la révolution au Portugal et le non-démantèlement de l'état bourgeois. Toujours est-il que l'approfondissement actuel de la crise de l'appareil stalinien agit dans le cadre de la même politique de fond contre-révolutionnaire. Le véritable enjeu des divergences réelles est de modifier, oui ou non, les formes de la dépendance du Kremlin. Ces divergences sont exprimées surtout par les prises de position apparemment opposées sur la dictature du prolétariat, alors que par rapport à celle-ci, il y a l'unité. Sans sous-estimer un instant, à la manière de Lambert-Just, l'importance des divergences et leur développement inévitable, l'unité contre-révolutionnaire de toute la bureaucratie stalinienne et de son appareil international contre la dictature du prolétariat est encore plus importante.

Elle peut être saisie dans les discussions récemment surgies entre la direction du P.C français et quelques uns de ses militants intellectuels. Les philosophes Althusser et Balibar s'élèvent contre « l'abandon de la dictature du prolétariat » et soulèvent justement la question de l'état bourgeois et de sa nature. C'est également (comme par hasard) l'argument du Kremlin contre le PCF. Voilà, pourrait-on dire des « oppositionnels » qui touchent la question de fond. Mais ce n'est qu'une apparence. Car les intellectuels staliens qui « disent le Capital » agissent de la même manière opportuniste pourrie que sur le terrain de la philosophie. Althusser se réfère bien à la théorie marxiste de l'état en protestant contre la décision du PCF. Mais dans la même foulée, il reste totalement d'accord avec toute la politique du PCF, passée et présente, pour « l'Union du Peuple de France » ! Or, même les pablistes ont remarqué que le « renoncement » à la dictature du prolétariat est la consécration d'une pratique politique. L'attitude du groupe Althusser-Balibar constitue ainsi une rupture extrême entre la théorie et la pratique, ce qui est depuis toujours le dilemme principal du philosophe petit-bourgeois Althusser. Evidemment, une telle attitude « théorique », dont l'inconséquence opportuniste est la forme d'existence d'une lâcheté intellectuelle, a son expression adéquate sur le plan politique.

En premier lieu et tout naturellement ces faux-semblants d'oppositionnels sont entièrement d'accord, eux aussi pour qualifier de dictature du prolétariat la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat. Cet accord réalisé, il peuvent plus facilement jouer au petit soldat. Toute la politique d'alliance du P.C avec la bourgeoisie « démocratique », toute sa trahison de tous les mouvements des travailleurs trouvent leur soutien dans ces valeureux « combattants

de la dictature du prolétariat. (remarque en passant que les « critiques » du Kremlin, sur ce plan, exactement de la même facture). Puis, ils partent en guerre. Ils disent : « la politique du P.C, c'est formidable !... mais nous avons de très sérieuses divergences par rapport à la théorie sur la dictature du prolétariat ! Fort heureusement, il n'y a pas que cet pseudo-opposition. La base ouvrière de P.C dans tous les pays et en France également s'interroge et pose de vrais problèmes. Précisément le rôle politique réel de cette fausse opposition trouve son explication dans ce contexte. Le groupe Althusser-Balibar reflète ces interrogations, critiques et protestations, mais à sa manière. Notamment il donne la fausse impression qu'il mène un combat pour la dictature du prolétariat, alors qu'en réalité il approuve tout la politique du PCF pour sauver la dictature de la bourgeoisie. Et c'est une véritable aubaine pour l'appareil : tuer deux mouches d'un seul coup. D'une part, l'agissement de ce groupe est capable de capter toute opposition ouvrière et toute opposition sérieuse. Ne luttons pas pour la dictature du prolétariat ? D'autre part, il désarme et désoriente toute opposition réelle qu'il essaie d'aligner derrière la direction puisqu'il approuve entièrement la pratique politique de cette dernière. En tout état de cause, l'appareil y a trouvé une bonne soupape de sûreté. C'est pour cette raison qu'il est indulgent, car cet appareil mesure bien, lui, la relation entre la théorie et la pratique. Fiterman, membre du secrétariat du PCF a déclaré avec une pointe d'ironie non dissimulée : «... quelques camarades qui restent accrochés à des textes... vont réfléchir et nous y aideront ».

C'est une tout autre histoire que même à partir de cette pseudo-opposition une véritable lutte pourrait se développer y compris avec la participation de ceux qui à cette étape appartiennent au groupe Althusser-Balibar. Afin de séparer le bon grain de l'ivraie, les ouvriers avancés et la jeunesse révolutionnaire sauront poser la question : par quels moyens pratiques devons-nous lutter pour la dictature du prolétariat ?

Et cela nous amène aux opportunistes qui se réclament de la IVème Internationale, au cas où ces ouvriers et jeunes y chercheraient l'alternative. Vous ne la trouverez pas là ! Le groupe de Lambert-Just, en France et dans les autres pays rejoint entièrement la posi-

tion de cette pseudo-opposition. Encore que celle-ci va plus loin, puisqu'elle critique théoriquement la décision d'abandonner le concept (!) de la dictature du prolétariat, ce que Lambert-Just ne font pas. Althusser-Balibar réaffirment leur accord avec la politique de «l'Union du Peuple de France», tandis que Lambert-Just luttent de toute leur force pour un «gouvernement PC-PS». Ils ne critiquent même pas le programme bourgeois d'un tel gouvernement, en l'occurrence le Programme commun de la Gauche ! Là encore, le groupe Althusser du PCF se situe au-dessus d'eux, car après tout c'est son parti, alors que Lambert-Just font semblant de lutter pour un autre parti. Lequel, en effet ?

volutionnaire du pouvoir. Toute la variété centriste sans exception participe pleinement à ce complot, selon une certaine division du travail. Dans une telle situation où les ouvriers avancés et les jeunes révolutionnaires, jetés cyniquement dans la confusion, cherchent l'objectif et la perspective de leur combat il est d'une importance capitale, la plus grande du moment, de délimiter nettement cet objectif, le Gouvernement Ouvrier et Paysan, formule populaire de la dictature du prolétariat. C'est par là que se reconnaît la IVème Internationale, et le prolétariat y reconnaît son parti. Il s'agit d'une délimitation formant le pôle de cristallisation nécessaire face et contre le complot stalinien-centriste. C'est un combat de délimitation théorique et pratique.

Internationale. Son éventualité elle-même dépend directement de l'influence politique et organisationnelle de la IVème Internationale, de son combat pour la dictature du prolétariat.

Cette question politique vitale dans laquelle fusionne la théorie et la pratique est posée de façon brûlante et immédiate dans tous les pays mais particulièrement en Espagne. Le contenu de la délimitation s'y éclaire d'un seul coup.

Car seule la IVème Internationale et sa section espagnole, le Parti Ouvrier Révolutionnaire combattent pour y organiser et centraliser les comités ouvriers des usines et des localités en tant que l'organisation indépendante des travailleurs, seule force et unique moyen de réaliser le Gouvernement Ouvrier et Paysan. Les organisations stalinienne et réformistes «luttent» pour être «reconnues» par un régime qui, par cela même deviendrait «démocratique», illusion mortelle, la plus dangereuse ! Or, toutes les tendances centristes et opportunistes la soutiennent et la reprennent à leur compte. Il est donc clair que même la référence «théorique» à la dictature prolétariat ne suffit plus. De ce point de vue, la prise de position pratique dans la lutte en Espagne a une valeur universelle de délimitation. Ceux qui combattent effectivement pour les comités ouvriers sont réellement pour la dictature du prolétariat en Espagne - et aussi dans tous les pays. Les adversaires de ces comités sont ceux qui les combattent aussi dans les autres pays. Ils sont les ennemis de la dictature du prolétariat, même si et «par ailleurs» ils s'en réclament ! ■

Dans l'actuelle situation pré-révolutionnaire, les travailleurs se rassemblent par leurs divers mouvements puissants pour préparer et réaliser la conquête du pouvoir. Le Portugal donnait le signal, les ouvriers y sont restés prêts à se lancer à tout moment; l'Espagne et l'Italie sont déjà devenus ingouvernables pour leurs régimes; en France, l'ordre bourgeois ne tient qu'à un fil tenu; dans les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratie se prépare activement à la guerre civile, et ainsi de suite. Voilà pourquoi un complot de dimension gigantesque est mis en place par l'appareil stalinien et orchestré par lui pour désarmer et stopper cette mobilisation. Ses anciennes armes ne suffisent plus. Il lui faut s'attaquer directement et ouvertement à la conscience des ouvriers, à l'objectif de leur combat, la prise ré-

En effet, il doit être mené contre ceux qui, aussi, conformément à leur nature contriste, sont «pour» la dictature du prolétariat, - mais en «théorie» seulement. Il n'y a point de telle «théorie»! Parce que l'essentiel de la théorie de la dictature du prolétariat est l'orientation pratique pour cette dictature. C'est par là que passe la ligne de démarcation fondamentale. Cette orientation pratique vise la mobilisation indépendante du prolétariat et son organisation à travers de ses organes. Qu'au cours de cette mobilisation et selon les rapports de forces spécifiques, il y ait ou non - tel un accident de parcours - un gouvernement PC-PS ou celui des bureaucrates «éclairés», c'est absolument secondaire, et en tout cas reste opposé à la dictature du prolétariat, à la stratégie théorique et pratique de la IVème

**LISEZ,
DIFFUSEZ**



PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

**LA QUATRIEME
INTERNATIONALE**



WORKERS OF THE WORLD, UNITE!

**THE
FOURTH
INTERNATIONAL**



PROLETARIOS DE TODOS LOS PAISES, UNIOS!

**LA CUARTA
INTERNACIONAL**

Biblioteca de Comunicacio
I Hemeroteca General
CEDOC

**JE M'ABONNE
A "LA QUATRIEME INTERNATIONALE"**

nom: _____ 1 an
 prénom: _____ 6 mois
 adresse: _____ pli clos

«LA QUATRIEME INTERNATIONALE» _____ edition française
 _____ bimensuel _____

FRANCE	1 an - 24 nos - 64 F.	pli clos - 120 F.
	6 mois - 12 nos - 32 F.	pli clos - 60 F.
AUTRES PAYS	1 an - _____	150 F.
	6 mois - _____	75 F.

POUR LES EDITIONS EN LANGUE ANGLAISE ET ESPAGNOLE,
Ecrire à LA REDACTION.

ADRESSE: Elise Languin . B.P. 10-10 . 75462 PARIS.CEDEX 10

LIBERTE POUR

par Marek KANTOR

Trois mois après l'appel du 4^e Congrès de la Quatrième Internationale reconstruite, le 2 Mai, à Paris, s'est constitué le Comité Ouvrier International pour la libération de tous les emprisonnés politiques d'U.R.S.S et des autres pays des Conquêtes socialistes, pour la destruction des camps de concentration et des hôpitaux psychiatriques spéciaux, pour le retrait immédiat des troupes d'occupation de Tchécoslovaquie. A partir des comités fondés auparavant en France, en Espagne et en Suède, sur la base d'une mobilisation engagée notamment dans les usines de la métallurgie, parmi les militants des partis "communistes" et dans les syndicats, le Comité Ouvrier International impulsera et coordonnera une large mobilisation internationale et permanente des travailleurs et militants pour mettre fin à la répression stalinienne.

Ce n'est pas une campagne comme les autres, car c'est l'appareil internationale du Kremlin qui en est la cible. Il s'agit de mobiliser les travailleurs à l'échelle internationale contre le stalinisme qui, à l'Est de l'Europe, usurpe le pouvoir de la classe ouvrière par une répression aussi brutale que diversifiée et qui, à l'Ouest de l'Europe, tente désespérément d'empêcher les travailleurs, en Espagne, au Portugal, en Italie et en France notamment de détruire l'état bourgeois et de conquérir leur pouvoir indépendant.

En 1936-38, l'étranglement de la première révolution espagnole par Staline et ses partis "communistes" coïncidait, en URSS, avec l'anéantissement physique, au terme de 12 ans de lutte, de dizaines de milliers de bolcheviques, dirigeants et militants, de millions de travailleurs. Les Fronts populaires de collaboration de classe des staliniens en Espagne et en France coïncidaient avec une gi-

MEETING

PARIS 11 J

gantesque chasse aux trotskystes à travers l'Europe, avec les assassinats par la G.P.U de milliers de militants de la IVème Internationale en Espagne.

Aujourd'hui, avec l'éclatement imminent de la révolution en Espagne et la situation pré-révolutionnaire en Italie, en France et en Europe en général, l'appareil stalinien du Kremlin n'hésitera pas une seconde à reprendre les mêmes méthodes. En Europe de l'Est, elles sont le moyen principal de maintien de sa dictature; en Espagne, des provocations ont déjà commencé contre les militants du PORE et les ouvriers qui s'opposent à l'arrêt des grèves comme le veut Carrillo et sa "platajunta".

C'est pourquoi la campagne autour du Comité Ouvrier International condense, sous cette forme particulière, toute la lutte pour détruire le stalinisme. Son initiateur et son moteur est précisément la IVème Internationale, organisant et dirigeant l'affrontement bolchevisme contre stalinisme pour se construire comme direction révolutionnaire du prolétariat. Tel est son enjeu, tel est l'objectif de notre parti et sa méthode consiste à mobiliser les ouvriers et tous les travailleurs pour la défense des conquêtes socialistes et de leurs frères de classe persécutés par le stalinisme au nom et contre le socialisme, dans une campagne la plus large et unitaire possible.

Cette campagne, parce qu'elle vise directement le stalinisme, "gène" tous les ennemis des travailleurs, en premier lieu, les

JR DJEMILEV

INTERNATIONAL

MAI 1976

dirigeants des P.C eux-mêmes, les réformistes pseudo "démocrates" des Partis "socialistes", mais aussi tous les centristes "révolutionnaires" qui suivent la politique des staliniens.

Les dirigeants du PCF, du PCI ou du PCE ont été obligés de reconnaître publiquement que Brejnev persécute des communistes et des socialistes, comme Léonid Pliouchtch récemment libéré. Mais ils s'opposent violemment à toute tentative de leurs militants (et elles sont nombreuses) d'organiser une mobilisation ouvrière pour les libérer tous. Ils démasquent ainsi l'hypocrisie de leurs "condamnations" embarrassées, avec lesquelles, par ailleurs, ils tentent de tranquiliser les militants inquiets qui en ont assez des pratiques de Brejnev et de Husak.

Les centristes "révolutionnaires", quant à eux, sont tous "contre". Ils sont aussi "pour" libérer les emprisonnés. Mais, ils ne veulent rien faire qui puisse gêner les directions staliniennes. Les uns se limitent à des professions de foi, comme les organisations de Krivine, Mandel et Hansen du Secrétariat Unifié pabliste. Et ils vous expliquent (en privé) que "sans les dirigeants du PC et du PS, on ne peut rien faire", ces mêmes dirigeants qui sont précisément l'obstacle à la mobilisation. Les autres, comme l'OCI française et son Comité d'Organisation, qui dans les années 1968-1972 était à la tête de ce combat (qui avait abouti à l'époque à la libération du tchécoslovaque Ludek Pachman, mettent aujourd'hui dans le même sac la lutte contre la répression à l'Ouest et à l'Est et appellent



Mustapha Djemilev

Fondation du Comité Ouvrier International

Le 2 Mai à Paris

Ont participé à la fondation du Comité Ouvrier International :

- le Comité ouvrier de France, fondé le 13 Mars
- le Comité ouvrier d'Espagne, fondé le 25 Avril
- le Comité Ouvrier de Suède, fondé le 27 Mars

qui ont rassemblé autour de l'objectif de la constitution du Comité Ouvrier International des ouvriers de Renault, des militants du PCF et du PCE, des lycéens et militants des syndicats d'enseignants et de la Fonction Publique, des militants chiliens, uruguayens et boliviens réfugiés en Europe de Roumanie,

l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse avec ses sections, la Quatrième Internationale, avec ses sections.

à la formation d'un comité contre "toutes les répressions". On dirait Amnesty International avec un vernis "trotskyste".

Les uns et les autres - ceux qui gardent le silence, ceux qui se bornent à "en parler" et ceux qui mettent sur le même plan la répression fasciste et celle menée au nom du socialisme - tous évitent la lutte de front contre le stalinisme tout en se disant "révolutionnaire" voire "trotskyste". Car leurs politiques, que ce soit en Espagne, en France ou au Portugal est celle du soutien aux Fronts Populaires des stalinien.

Précisément parce qu'il s'agit d'affronter le stalinisme, la mobilisation des travailleurs doit être la plus large possible. Elle doit englober les ouvriers, les militants syndicaux, les militants des partis "communistes" et "socialistes", des organisations se réclamant de la révolution et du trot-

skysme. Que leurs dirigeants prouvent en pratique leurs condamnations et réprobations devant les persécutions en URSS des militants ouvriers!

Le Comité Ouvrier International est largement ouvert à tous ceux qui, avec les travailleurs, veulent aboutir à la libération de tous les emprisonnés.

Le Bulletin d'Informations qui sera édité en français, en anglais en espagnol et en russe sera le porte-parole de cette mobilisation et l'alimentera. Le premier objectif du Comité est la préparation et la tenue du meeting international à Paris, le 11 Juin, lequel décidera la poursuite de l'action, notamment par des manifestations devant les ambassades d'URSS. La campagne sera centralisée autour du mot d'ordre :

LIBERTE POUR DJEMILEV !

vient de paraître :

Le bulletin du Comité Ouvrier de France

AU SOMMAIRE:

Editorial.....	P 1
Extraits de la Résolution de Constitution du Comité de France.....	P 2
Appel aux meetings du 2 et 7 Mai.....	P 3
Qui sont-ils ?.....	P 4,5 P 8
Prises de position	P 6
Extraits de la Résolution de Constitution du Comité de Suède.....	P 6
Quelques noms parmi tant d'autres....	P 7
Lorsqu'en met sur le même plan la Défense des Libertés " à l'Est et à l'Ouest".	P 8

EN SUEDE : FONDATION DU COMITE CONTRE LA REPRESSION EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST.

COMMUNIQUE DE CONSTITUTION (extraits)

14 travailleurs, jeunes et militants, suédois et émigrés avons décidé de nous constituer en Comité contre la répression en URSS et en Europe de l'Est, le 27 Mars sur la proposition de Sveriges Revolutionära Arbetar Förbund (section suédoise de la IV^e Internationale)...

... pour mener une campagne d'information et de mobilisation des travailleurs, du peuple en général, des militants et organisations ouvrières et démocratiques, afin d'obtenir

La libération immédiate de tous les prisonniers politiques; Boukovsky, Gluzman, Muller Tesar,...

La destruction des camps de concentration et hôpitaux psychiatriques

Le retrait des troupes d'occupation

La protection des militants chiliens réfugiés en Roumanie et autres pays de l'Est...

... Comme première activité publique propre, le Comité convoque une manifestation devant l'ambassade roumaine le 24 Avril, en défense des militants chiliens réfugiés en Roumanie.

ABONNEZ-VOUS!

1 AN - 30FF

LA L.O.C. EST AUSSI POUR UN GOUVERNEMENT PC-PS

ANDREU SOL

La campagne policière de répression et de diffamation contre le PORE a rencontré un écho favorable dans les agressions du PCE contre nos militants, mais aussi chez les centristes. Ceux-ci, beaucoup plus naïfs que l'appareil stalinien, confondent la réalité avec leurs illusions. Les centristes ont pris pour argent comptant les informations de la presse bourgeoise sur notre "dissolution".

La L.O.C. centriste se joint aussi à cette campagne. Elle le fait dans le numéro 45 de son organe (20-III-76) avec l'opportunisme le plus ouvert, accusant le PORE de "centriste" et le mettant à côté de la LCR ETA VI et de la L.C (organisations "sympathisantes" du Secrétariat Unifié pabliste) sans la moindre distinction.

Mais, qu'est-ce que la L.O.C. ? Pourquoi désigne-t-elle le PORE comme "centriste" sans la moindre délimitation politique ?

Il faut dire tout d'abord - parce que c'est grave - que la L.O.C. se présente comme "trotskyste". Elle édite un journal qui usurpe le nom de l'organe central du PORE, "La Aurora". La formation de ce petit groupe centriste qui, pour survivre, doit copier y compris le nom de l'organe central de notre section espagnole, ce n'est qu'un sous-produit de la crise du Comité International à partir de la scission de la Socialist Labour League (aujourd'hui Workers Revolutionary Party) qui a renoncé au combat pour la reconstruction de la IVème Internationale, et a constitué l'International Committee "majorité" comme produit de cette renonciation. Cet abandon a conduit la direction du W.R.P à détruire cette organisation en tant que trotskyste; cette direction a conduit le parti jusqu'à son éclatement par l'exclusion de la fraction Thornett (aujourd'hui la Wor-

kers Socialist League). Cette direction a même liquidé le quotidien du parti (Workers Press) pour se borner à l'édition d'une sorte de bulletin pour les militants.

Aujourd'hui ce quotidien reparait sous le nom de "Daily News-Line" Tout un programme !

La L.O.C s'est constituée à partir d'une scission qui s'est produite lors de la Conférence de fondation de l'Organisation Trotskyste (aujourd'hui le PORE), conférence préparée au travers du combat mené par la Fraction Trotskyste du groupe "Comunismo" qui éditait alors le journal "La Aurora".

Comme un sous-produit de la IV° Internationale, la L.O.C survit réfugiée dans la théorie marxiste comprise comme une pratique constante de plagiats et de mensonges sur la IVème Internationale pendant qu'elle soutient la nécessité de ce que le PCE et le PSOE prennent le pouvoir. Pour cela, et pour mieux tromper les travailleurs, la L.O.C appelle son journal "La Aurora", a proclamé tout à fait artificiellement des "jeunesses trotskyste" (les Jeunesses Révolutionnaires Socialistes) et copie l'une après l'autre toutes les campagnes politiques que développe le PORE.

Mais, pourquoi le PORE est-il centriste ? Cette caractérisation ne vise qu'à cacher l'intellectualisme pédant de professeurs petits-bourgeois de la L.O.C qui, comme apothéose de leurs énormes connaissances, défendent avec acharnement que la solution nécessaire du pouvoir est que... le PCE et le PSOE prennent leurs responsabilités, qu'ils prennent le pouvoir !

Cette ambiguïté dans cette proposition gouvernementale de la LOC ne peut cacher son refus de combattre pour que la classe ouvrière

prenne le pouvoir. Elle n'est qu'une nuance de la politique commune à tous les renégats du trotskysme : l'appui au Front Populaire, au gouvernement PCE-PSOE. C'est ici que se trouve la délimitation politique et non pas dans les grandes phrases révolutionnaires et dans les épithètes lancées contre le PORE.

Le PORE combat pour déclencher la révolution espagnole et pour diriger les masses ouvrières vers l'imposition du Gouvernement Ouvrier et Paysan au travers du développement des Soviets dans la voie des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

La L.O.C propose les "Cortès Constituentes". Elle n'appelle pas à déclencher la révolution mais préfère s'adapter à la démocratie bourgeoise. Et la sibylline formule super-marxiste de "gouvernement du PC-PS" est sans doute le résultat de profondes études de Marx qui leur permettent de dépasser la "vieille formule", trop usée, de la dictature révolutionnaire de classe du prolétariat ou, d'une "façon populaire", comme le dit le "Programme de Transition", le Gouvernement Ouvrier et Paysan.

"Que le PCE et le PSOE prennent leurs responsabilités !" Voilà une jolie façon de rééditer le mot d'ordre de l'OCI de Lambert-Just : "République", sur la base d'un gouvernement PC-PS. C'est aussi une façon de parler en "langage marxiste" du fameux "Gouvernement des travailleurs formé par les organisations qui seront protagonistes de la chute du franquisme" (ce qui revient toujours au gouvernement PC-PS) que proposent les pablistes de la LCR ETA VI et de la LC.

Qui est avec qui ? La dure réalité de la lutte des classes démasque ces faux-trotskystes de la L.O.C malgré leurs louanges continues de la "théorie marxiste". Leurs propositions politiques sont les mêmes que celles des pablistes et du POUM (patronné en Espagne par l'OCI).

Comme de bons centristes, ils abandonnent le prolétariat aux mains du PCE et à sa politique de Front Populaire et fuient avec crainte toute sorte d'affrontement jusqu'à se retrouver aux côtés des pablistes. Ainsi le prouve la prise de position de la L.O.C sur la grève du bâtiment à Barcelone : ils se moquent de la proposition de combat du PORE d'élire un Comité de délégués ouvriers, d'aller à la Seat pour appeler les travailleurs à débrayer et déclencher la grève générale, d'organiser des détachements d'auto-défense pour affronter la police, d'encadrer les ouvriers dans l'action pour ouvrir les prisons et occuper les usines pour imposer la réintégration de tous les licenciés.

La L.O.C soutient, par contre, les propositions de la L.C pabliste de "négociier" directement avec le patronat au travers des assemblées, tout comme le dit le PCE, pour enfermer la mobilisation dans le cadre des "négociations" tout en y ajoutant une couverture "gauchiste" : "tous les ouvriers doivent négocier directement" (à la place de la "commission des 23" formée par les représentants de la C.N.S fasciste) et proposant, de même que la L.C, d'abandonner la direction de la mobilisation à la "Coordination Nationale des Commissions Ouvrières" contrôlée par le PCE.

¡PROLETARIOS DE TODOS LOS PAISES, UNOS!

LA AURORA

ORGANO DEL
COMITE CENTRAL

**PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO DE ESPAÑA
SECCION DE LA IV INTERNACIONAL**

UAB
Comunicació
General
CEBOC

Cette convergence progressive des positions politiques des différents groupes qui usurpent frauduleusement notre drapeau n'est que le résultat du fait que leur place politique entre l'Internationale et le PCE se réduit.

La maturation de l'éclatement révolutionnaire oblige donc les centristes à se définir ouvertement. Et cette définition les amène à capituler de plus en plus ouvertement devant le PCE et à réduire leur marge de manoeuvre devant la classe ouvrière.

La reconstruction de la IVème Internationale, par l'offensive politique que mène le PORE provoquent et accélèrent l'éclatement des centristes, les poussant brutalement à soutenir de plus en plus ouvertement la trahison du PCE et sa politique de Front Populaire ■

Andreu SOL



LOS OBREROS DE "SEAT"

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE SE PREPARE A LA GUERRE CIVILE

La bureaucratie stalinienne hongroise suit rapidement l'exemple, entre autres, de celle de Tito. Le 18 mars dernier, elle a fait adopter une nouvelle loi dite "de défense de la patrie" par sa prétendue Assemblée Nationale. Présentée comme mesure préventive contre une éventuelle agression extérieure, cette loi vise en réalité à prévenir... les troubles intérieurs. Le texte le dit sans fard - dans les derniers chapitres, évidemment : "Certaines obligations de défense nationale relatives au temps de guerre, ou bien des mesures exceptionnelles peuvent être ordonnées temporairement en cas d'un danger menaçant la sécurité d'état, de même que si elles s'avèrent nécessaires dans l'intérêt de la défense de l'ordre public et de la sécurité publique, dans ceux de la suppression de leurs conséquences... Ainsi, peuvent être limités la présence de la population dans les

lieux publics (interdiction de sortie), sa présence dans des régions définies, son voyage dans certains territoires, la circulation touristique et les voyages aux régions frontalières de même que l'octroi de passeports".

Tirant la leçon de ses expériences de 1956 et de celles de la Pologne et de la Tchécoslovaquie - lorsque la montée ouvrière a échappé à son contrôle et en même temps a brisé "l'unité" de ses rangs, - la bureaucratie stalinienne organise déjà et le contrôle et l'unité de direction d'une dictature militaire. En effet, les deux principales caractéristiques de la nouvelle loi hongroise sont les suivantes : premièrement, elle installe tout un système d'organes de direction militaire du pays (de haut en bas), dédoublant l'appareil d'état "normal" et mettant ainsi en place un régime parallèle de dictature militaire. Deuxièmement, elle

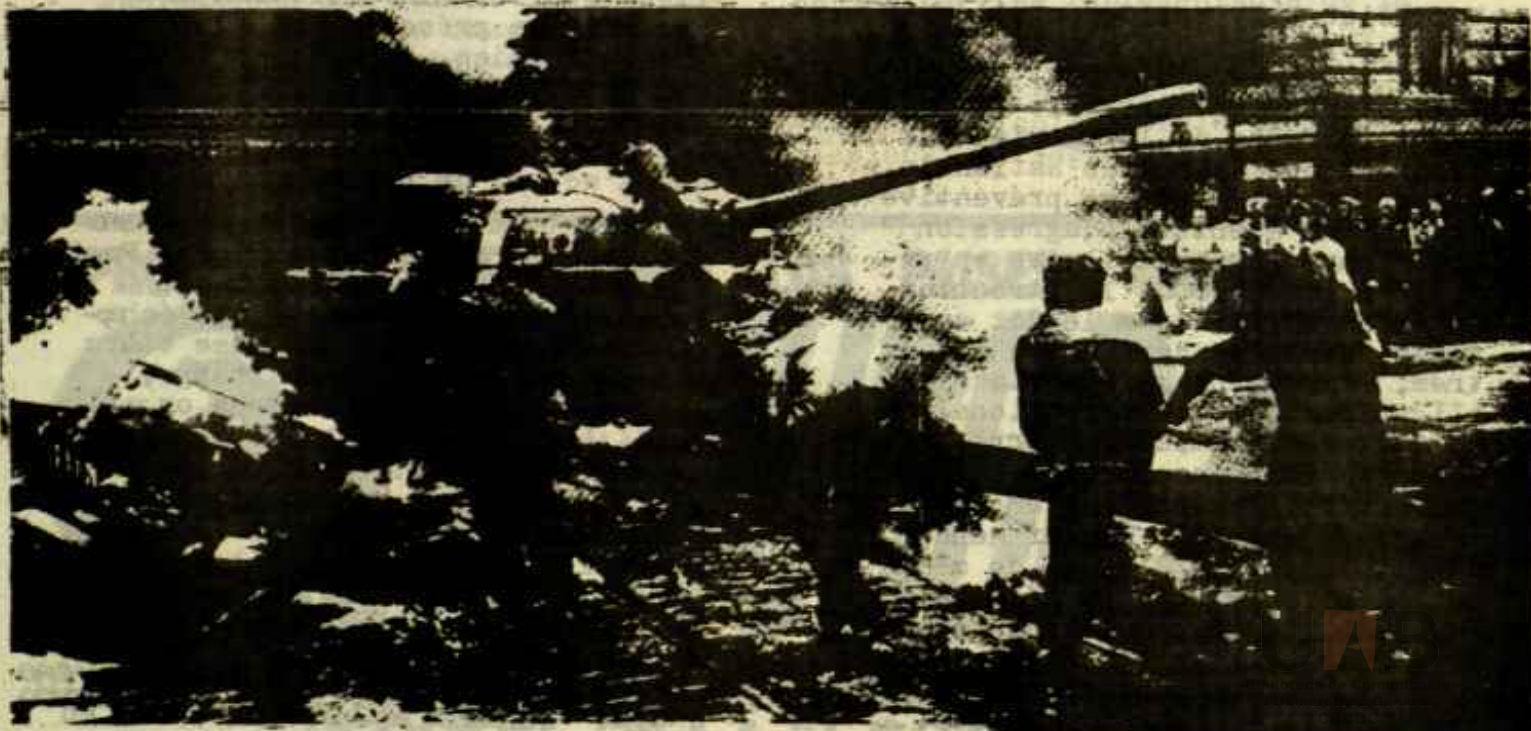
créé des cadres et des obligations d'un immense embrigadement militaire de toute la population.

Dès maintenant (juillet 1976), des "comités de défense" doivent être créés dans les villes et départements, indépendamment des organes normaux de l'administration. En même temps, les devoirs des conseils locaux (mairies) des arrondissements et des cantons sont aussi précisés : il s'agit "d'organiser l'éducation militaire de la population" (!) sous la direction et le contrôle des comités mentionnés. L'ensemble est coiffé par un Comité de Défense Nationale, fonctionnant auprès du Conseil des ministres. Or, comme la loi le dit : "... dans les circonstances exceptionnelles (mouvements de grève ou manifestations, par exemple, N d R) le Conseil de Présidence peut installer un Conseil de Défense de la Patrie". Ce Conseil "exerce les droits du Conseil de Présidence", ce qui est l'organe suprême de l'état, et son président "... est en même temps le commandant suprême des forces armées..." C'est l'os-sature d'une dictature militaire que la bureaucratie met en place - cyniquement, au nom de la démocratie !

"Notre point de départ est, disait le ministre de la défense lors de la présentation de la loi à l'assemblée, que la défense de la patrie impose des devoirs... A

tous les citoyens d'état". Evidemment, c'est le meilleur moyen d'étendre la juridiction militaire à toute la population. Les régimes bourgeois ne font "que" réquisitionner les ouvriers lors d'une grève. Voici que la bureaucratie les a dépassés : elle réquisitionne toute la population et, de plus, déjà préventivement. Et, c'est sérieux, car la loi est valable "aussi bien pour le temps de guerre que pour celui de paix", précise le texte. Que dit-il sur les obligations des "citoyens" ?

Sans pouvoir les énumérer toutes, voici certaines de ces obligations : Tout le monde (les hommes entre 18 et 55 ans, les femmes entre 16 et 60 ans) est mobilisable. Ceux qui ne sont pas dans l'armée doivent faire leur service de défense civile sous la direction du "dirigeant de défense civile" (!!) du lieu de travail ou de la localité. Ce service comprend 60 heures d'enseignement militaire ainsi que 3 mois d'exercice pratique, par an. Il s'agit d'un encadrement militaire considérable. De plus, les réservistes doivent être appelés plus fréquemment dans l'armée, notamment une fois par an pendant 20 jours. Mais, ce n'est pas tout. Tous les réservistes gradés (du général au caporal) qui, stipule la loi, "dans la vie civile témoignent d'une attitude indigne à leur grade, doivent être punis par des règles disciplinaires des... for-



La Révolution des Conseils, en Hongrie, en 1956

ces armées" - ! Autrement dit, si quelqu'un fait la grève ou même ouvre la bouche, il passera devant un tribunal militaire et, en cas de situation exceptionnelle, il sera fusillé.

A l'approche du 20ème anniversaire de la Révolution hongroise, la bureaucratie se prépare à étouffer dans le sang tout mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse. Certes, ces mouvements sont nourris par l'expérience de 1956 et de 1968 en Tchécoslovaquie, de 1970-71 en Pologne. Mais, ils surgissent de la réalité d'aujourd'hui. Faisant partie de la mobilisation internationale des travailleurs, la classe ouvrière hongroise est prête à briser ce régime qui attaque ses droits et jusque dans son existence. La publication des chiffres officiels sur "la réalisation du quatrième plan quinquennal" - dont la parution fut presque simultanée avec cette nouvelle loi ! - est un aveu de faillite dont tout le fardeau est reporté sur le dos des travailleurs. La bureaucratie sait très bien pourquoi et à quoi elle se prépare. Elle est consciente aussi que le danger est partout, dans tous les pays. C'est pour cette raison que, selon la nouvelle loi, tous ceux qui voulant voyager à l'étranger et n'ont pas fait encore leur service militaire, doivent en demander la permission au ministre (!) de la défense ! Tandis que pour ceux qui ont fait ce service, ce sont les commandants militaires respectifs de leur unité qui délivreront ces permissions !

Une lutte conséquente doit être menée contre cette nouvelle loi et ses semblables dans les autres pays. Cette mise en place d'une dictature militaire est une nouvelle agression de la bureaucratie

contre les droits démocratiques, - tout en "respectant" la lettre de la Constitution. Or, les staliniciens semblent oublier une chose : c'est que déjà en 1956, la Révolution hongroise a fait éclater l'armée et basculer sa majorité écrasante du côté de la classe ouvrière. Mais, qu'ils l'aient oublié ou non, ils ne peuvent qu'accumuler encore plus les charges explosives ■

Michel VARGA

**UNE ARME CONTRE
LA BUREAUCRATIE
STALINIENNE:
Le Bulletin russe
de la IVème
Internationale !**

à paraître bientôt

COMMANDE & ABONNEMENT AU JOURNAL

le journal
de la section
hongroise
de la IVème
Internationale

**SZOCIALISTA
FORRADALOMÉRT**



VILÁG PROLETÁRJAI, EGYESÜLJETEK !



A BARCELONE	1	LA L.O.C EST AUSSI POUR UN GOUVERNEMENT PC-PS	11
DICTATURE DU PROLETARIAT CONTRE DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ET DE LA BUREAUCRATIE	2	LA BUREAUCRATIE STALINIENNE SE PREPARE A LA GUERRE CIVILE	13
LIBERTE POUR DJEMILEV	7		

LA
PRESSE
EST
NOTRE
ARME

